

# Les Romands craignent de perdre la voix du Conseil fédéral

**SUCCESSION** Le nom du futur porte-parole et vice-chancelier pourrait être dévoilé mercredi. La question de son origine linguistique pourrait passer au second plan.

FLORENT QUIQUEREZ  
florent.quiquerez  
@lematindimanche.ch

Pour le Conseil fédéral, c'est déjà la rentrée des classes. Après sa pause estivale, le gouvernement tiendra sa première séance mercredi 14 août. Et il pourrait bien en profiter pour annoncer le nom de son nouveau porte-parole. La fonction est éminemment stratégique, puisque ce dernier assiste à toutes les séances du collège. Mais en arrière-fond se pose aussi la question de savoir si les Romands réussiront à conserver le poste.

Après le décès soudain d'André Simonazzi, le 10 mai, le chancelier de la Confédération, Viktor Rossi, a institué le 31 mai une commission de sélection pour repourvoir le poste. «L'objectif est de proposer une personne au Conseil fédéral à la fin de l'été 2024», précisait le communiqué.

Si, au départ, la composition de cette commission de sélection a été critiquée – le profil des membres ne serait pas adapté aux défis actuels du poste –, ce sont désormais les critères retenus pour choisir la perle rare qui inquiètent. Et ce, au plus haut niveau. Selon plusieurs sources, l'origine linguistique n'aurait pas été un élément prépondérant pour le choix des candidats.

Une décision problématique en termes de partage du pouvoir. Le porte-parole de la Confédération a aussi le rang de vice-chancelier. Si un francophone ne devait pas succéder à André Simonazzi, l'état-major du Conseil fédéral se retrouverait composé à 100% d'Alémaniques. Le chancelier, Viktor Rossi, est en effet Bernois, et l'autre vice-chancelière, Rachel Salzman, vient du Haut-Valais. Tous deux sont entrés en fonction récemment.

**Un mauvais signal**  
Contactée sur le point précis de l'origine linguistique du nouveau ou de la nouvelle porte-parole, la commission de sélection refuse de s'exprimer. Tout comme la Chancellerie fédérale, qui nous a simplement renvoyé l'offre d'emploi. Cette dernière précise

que les personnes intéressées «doivent avoir une très bonne connaissance active de deux langues officielles et de l'anglais et une connaissance passive de la troisième langue officielle».

Que le poste puisse échapper aux Romands, voilà qui suscite des crispations sous la Coupole. «En tant que président d'Helvetia Latina, ce qui m'importe d'abord, c'est que la personne choisie ait toutes les compétences pour exercer sa mission dans cette fonction», réagit Laurent Wehrli (PLR/VD). Cela étant dit, les questions culturelles et linguistiques sont des valeurs fortes au sein de la Confédération, auxquelles il faut être constamment attentif. Ce serait un très mauvais signal si les francophones devaient être privés du poste de porte-parole de la Confédération.»

«Ce serait un très mauvais signal si les francophones devaient être privés du poste de porte-parole de la Confédération.»

Laurent Wehrli (PLR/VD)

Si Laurent Wehrli peut imaginer que certains partent du principe qu'après André Simonazzi, il serait logique d'avoir un Alémanique et que Viktor Rossi représente déjà les minorités linguistiques, puisqu'il parle italien, le Vaudois rappelle que ce dernier est né à Berne et y a fait sa carrière. «La tradition veut que le porte-parole de la Confédération soit issu des minorités linguistiques. Et qu'il n'y ait plus aucun francophone dans les postes clés de la Chancellerie fédérale serait un problème dans un pays d'équilibre comme la Suisse.»

**Une pirouette pour s'en sortir?**  
La situation est d'autant plus problématique que les minorités linguistiques (francophones ou italophones) sont déjà totalement absentes de l'entourage proche des quatre conseillers fédéraux alémaniques. Ce qui serait inimaginable dans l'autre sens.

Un nouvel affront guette-t-il les Romands avec ce poste de porte-parole et vice-chancelier? Selon nos informations, quatre

ou cinq candidats auraient été auditionnés, dont plusieurs Latins. Les noms du Bernois Urs Wiedmer, actuel chef de la communication de Guy Parmelin, et de Pierre Gobet, ancien journaliste de la RTS et actuel chef de la communication de la Mission suisse à l'ONU à New York, sont cités dans la Berne fédérale.

Qui sera finalement proposé? La commission de sélection pourrait s'en sortir par une pirouette en recommandant deux noms au Conseil fédéral: un Alémanique et un Romand. Histoire de mieux



Guy Parmelin, Elisabeth Baume-Schneider, Ignazio Cassis et feu André Simonazzi s'installent pour une conférence de presse à Berne, le 15 décembre 2023. Keystone/Anthony Anex

Publicité

## Leasing à 0.9%

sur tous les modèles Enyaq

### 100% électrique. 100% de plaisir au volant.

Profitez maintenant: leasing attrayant à 0.9% sur tous les modèles Škoda Enyaq. Découvrez un confort entièrement électrique, un dynamisme sportif ainsi qu'une grande autonomie lors d'un essai routier et laissez-vous séduire. **Škoda. Made for Switzerland.**

20x gagnant qualité-prix

Enyaq et Enyaq Coupé RS

Etiquette-énergie 2024

Leasing à 0.90% pour Enyaq: exemple de facture pour un prix d'achat de CHF 53'650.-, taux d'intérêt annuel effectif du leasing Enyaq 0.90%, durée: 48 mois (10'000 km/an), premier versement de 20%: 10'730.-, mensualité leasing pour Enyaq: 459.-/mois, assurance casco complète obligatoire non comprise. Valable pour les véhicules importés par AMAG Import SA. L'action est valable pour les contrats conclus jusqu'au 30.09.2024 ou jusqu'à révocation. Dans la limite des stocks disponibles. Seulement chez les partenaires Škoda participants. L'octroi d'un crédit est interdit s'il entraîne le surendettement du consommateur. Financement par AMAG Leasing SA. Sous réserve de modifications. Prix conseillé sans engagement de l'importateur AMAG Import SA. Enyaq 85 4x2, 210 kW, 15.8 kWh/100 km, 0g CO<sub>2</sub>/100 km, cat.: A // Enyaq Coupé RS 85x 4x4, 250 kW, 16.3 kWh/100 km, 0g CO<sub>2</sub>/km, cat.: A

## Menace des Jeunes UDC

**EUROVISION** Un référendum sera lancé si Genève décroche l'organisation de la manifestation.

À Genève, les Jeunes UDC s'opposent au financement public prévu pour l'organisation du concours de l'Eurovision de la chanson 2025. Ils annoncent le lancement d'un référendum ou d'une initiative si Genève

décroche l'organisation de la manifestation. Genève est en lice avec Bâle pour organiser l'édition 2025 du concours. Ces deux finalistes seront départagés fin août par la SSR. La candidature genevoise bénéficie jusqu'à présent du soutien de l'ensemble de la classe politique. À noter que l'UDF, parti évangélique ultraconservateur, a déjà annoncé qu'il entendait coordonner la récolte de signatures contre le crédit-cadre de la future ville hôte. ATS